

**Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement du Centre**

St Cyr en Val, le

Unité territoriale du Loiret

**INSTALLATIONS CLASSEES**

-----  
**Société SETRAD**

-----  
**Commune de BUCY SAINT LIPHARD**

-----  
**Proposition d'arrêté préfectoral complémentaire**

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

### **I – Présentation de la société SETRAD et de l'établissement :**

La société SETRAD est une filiale du groupe VEOLIA PROPLETE spécialisée dans le traitement et la valorisation des déchets non dangereux pour la région Centre Ouest. Elle gère sur cette zone 31 installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation préfectorale, dont 10 centres de stockage.

La société SETRAD a été autorisée par arrêté préfectoral en date du 11 janvier 2007 à exploiter un centre de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de BUCY SAINT LIPHARD, aux lieux dits « le Bois d'Herbault » et « Terres d'Escures ».

Deux arrêtés préfectoraux complémentaires en date des 25 février 2010 et 10 mars 2011 ont modifié et/ou complété les dispositions de l'arrêté du 11 janvier 2007 en intégrant notamment une activité de valorisation du biogaz (cf. paragraphe II du présent rapport).

L'autorisation accordée porte sur une durée d'exploitation de 12 ans avec une capacité annuelle maximale de déchets enfouis sur le site de 100 000 tonnes.

A noter que le site n'est pas autorisé à accueillir des ordures ménagères mais uniquement des déchets industriels banals, des boues et des mâchefers provenant des départements du LOIRET, d'EURE ET LOIR et du LOIR ET CHER.

Le centre de stockage a été mis en service le 16 novembre 2009 (courrier à Monsieur le préfet du LOIRET relatif à la date de déclaration de début d'exploitation).

.../...

## **II – Valorisation du biogaz :**

Le stockage de déchets entraîne par fermentation anaérobie la production de biogaz au niveau des différentes alvéoles.

En décembre 2010, la société SETRAD a indiqué à Monsieur le préfet du LOIRET que « l'évolution des technologies de valorisation du biogaz, et en particulier les possibilités de valoriser des quantités de biogaz nettement plus faibles qu'en 2004-2005, lors du dépôt de la demande d'autorisation d'exploiter, nous permettent aujourd'hui de considérer la source d'énergie que représente le biogaz produit sur le site et de ne plus se limiter à la brûler en torchère ». En conséquence, un dossier de modification des conditions d'exploiter relatif à la valorisation du biogaz a été déposé par l'exploitant.

Sur la base des éléments de ce dossier, l'exploitant a été autorisé par arrêté préfectoral en date du 10 mars 2011 à mettre en place une installation de valorisation du biogaz constituée des systèmes suivants :

- 2 chaudières d'une puissance unitaire de 300 kW pour le chauffage des locaux et des bassins d'aération des lixiviats ;
- production d'électricité par micro-turbines (puissance maximale de 800 kW) et cogénération.

## **III – Exploitation en mode bioréacteur :**

Par courrier en date du 19 juillet 2011, modifié le 25 octobre 2011, et conformément à l'article R 512-33 du Code de l'Environnement, la société SETRAD a adressé à Monsieur le préfet du LOIRET un dossier de demande de modification des conditions d'exploiter relatif à l'exploitation en mode bioréacteur des alvéoles de stockage des déchets.

Cette demande est justifiée par l'exploitant par la nécessité de disposer d'une alimentation en biogaz la plus stable possible en qualité et en volume afin d'exploiter, dans des conditions optimales, les installations de valorisation du biogaz précitées, le mode bioréacteur ayant pour objectif d'accélérer la biodégradation des déchets via l'injection de lixiviats dans le massif.

A noter que l'article 18 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux mentionne explicitement la technique de recirculation des lixiviats afin d'accroître la cinétique de production du biogaz.

L'exploitation en mode bioréacteur se traduit par la nécessité de réaliser les aménagements spécifiques suivants au niveau des alvéoles :

- être équipées dès leur construction des équipements de captage du biogaz prescrits par l'arrêté préfectoral du 10 mars 2011 ;
- être équipées dès leur construction des équipements de réinjection des lixiviats (pour permettre la technique dite du mouillage à l'avancement) ;
- limiter la durée d'utilisation du bioréacteur à 18 mois ;
- être raccordées aux installations de valorisation du biogaz du site ;
- être indépendantes hydrauliquement.

Par ailleurs, les alvéoles exploitées en mode bioréacteur disposeront d'une barrière active et d'une barrière passive constituée :

- soit de la remontée de barrière passive sur deux mètres de hauteur sur le pourtour de la zone de stockage ;
- soit des digues de séparation d'une hauteur de deux mètres

Les alvéoles exploitées en mode bioréacteur seront séparées les unes des autres par un dispositif de confinement type film géosynthétique ou équivalent, dont l'objectif est de limiter les échanges de lixiviats entre les flancs des alvéoles et les entrées et sorties d'air de biogaz du bioréacteur précédent, notamment lors des opérations de dégazage.

L'exploitant propose les mesures suivantes de contrôle et de suivi associées à l'exploitation en mode bioréacteur :

- relevé quotidien du volume de lixiviats injectés ;
- mise en place d'un suivi interne qualitatif des lixiviats, en complément du suivi déjà prescrit par l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2007, afin de suivre leur évolution sur les paramètres suivants : pH, conductivité, ammonium.

#### **IV – Conclusion et proposition de l'inspection des installations classées :**

Au vu des éléments précités, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET de modifier par arrêté préfectoral complémentaire l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un centre de stockage de déchets délivré à la société SETRAD le 11 janvier 2007 afin de prendre en compte l'exploitation des alvéoles en mode bioréacteur.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en ce sens en annexe du présent rapport

Conformément aux dispositions de l'article R 512-31 du code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire doit être soumis pour avis aux membres du Conseil Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques.

L'inspecteur des installations classées

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet de la région Centre,

Pour le directeur,